



Déclaration de la CGT Educ'action 91 au CTSD du 16 juin 2016

Cette semaine encore des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre le projet de loi travail. La CGT éducation soutient totalement cette mobilisation. Nous considérons en effet que l'abaissement des garanties collectives dans le secteur privé serait un nouvel élément confortant les attaques actuelles contre le Statut de la Fonction publique et en justifierait de nouvelles. Il est donc de l'intérêt premier des salariés relevant du Code du travail et des agents régis par les règles statutaires de la Fonction publique de faire front commun contre cette nouvelle attaque portée par le gouvernement. Deux nouvelles journées d'actions sont d'ores et déjà prévues et ce malgré les menaces du gouvernement d'interdire les manifestations. Cette menace est le signe d'un gouvernement aux abois.

Plutôt que de faire l'inventaire tendancieux d'éléments à charge contre la CGT, le premier ministre Manuel Valls ferait bien mieux d'entendre la majorité des salariés, des jeunes et plus largement des citoyens qui rejettent ce projet de dumping social et de destruction de notre modèle de société.

C'est pourquoi nous appelons aux diverses journées d'action contre cette loi et plus généralement contre ces politiques d'austérité.

Ainsi, nous soutenons nos collègues d'EREA qui se sont mobilisés le 1^{er} juin. Nous ne pouvons adhérer aux évolutions en cours dans les EREA et au remplacement des Professeurs des Ecoles éducateurs en Internat (EEI) par des AED. Cette décision va détruire tout un savoir-faire. On remplace des personnels spécialisés, ayant bénéficiés d'une formation, par des personnels précaires. Ce sont les élèves les plus fragiles qui seront victimes des politiques d'économies de bout de chandelle.

Encore une fois, l'intérêt des enfants et les conditions de travail des collègues ne doivent pas passer après les intérêts d'économie budgétaire.

Pour nous, le manque cruel d'ambition de la carte scolaire est en adéquation avec le manque d'intérêt flagrant porté aux élèves, aux enseignants, et de manière plus

générale aux services publics. Il n'y a qu'à voir les prévisions pour la rentrée dans le primaire pour constater l'insuffisance de cette politique gouvernementale. Le faible nombre de créations de postes ne va pas changer les conditions d'enseignement, ni améliorer les conditions d'étude des élèves.

Les taux de décharges et les seuils ne nous satisfont pas également. Le différentiel entre les moyennes par classe en éducation prioritaire et la moyenne ordinaire est minime et pourtant les seuils ordinaire sont insuffisants particulièrement en école maternelle.

Un service public de qualité ne peut se faire sans moyen, il est urgent de sortir des logiques d'austérité ! L'Ecole que nous appelons de nos vœux ne pourra se faire sans de bonnes conditions de travail pour nos collègues.

La CGT Educ'action 91 revendique donc :

- Un plan de recrutement d'urgence et un renforcement de l'Education Prioritaire
- Un ETP de décharge pour les écoles en éducation prioritaire de 8 classes et une augmentation des décharges pour les écoles de 8 classes plus une CLIS
- L'abandon immédiat du décret sur les rythmes scolaires
- La réduction du temps de présence des enseignants du premier degré à 18h devant élèves et 6h de concertation.

